

**ALERTE**

**34 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 8 régions (Uriopss)**

Madame Aurore BERGÉ  
Ministre des Solidarités et des Familles  
14 AVENUE DUQUESNE  
75350 PARIS SP 07

Paris, le 21 juillet 2023

Madame la ministre,

Suite à votre nomination, les 34 associations de solidarités réunies au sein du collectif ALERTE aimeraient attirer votre attention sur l'urgence sociale à laquelle doit répondre le Pacte des Solidarités, porté par votre ministère. Elisabeth Borne le présentera le 27 juillet. Le collectif ALERTE est particulièrement inquiet des économies annoncées cette semaine dans le budget de 2024, notamment la baisse des contrats aidés, du soutien au logement des classes moyennes et la fin du bouclier tarifaire.

Le collectif ALERTE se réjouit de la sortie de ce plan bien qu'il dénonce le retard pris. Pendant ces 6 mois de report, les personnes fragiles ont en effet subi l'inflation et la crise du logement de plein fouet.

Face à la crise sociale, les associations de solidarité demandent donc des mesures urgentes et fortes pour éviter une hausse de la pauvreté et améliorer la situation des ménages modestes :

- **La revalorisation des minima sociaux au-dessus de l'inflation** alors qu'une hausse de seulement 1,6 % a été réalisée en avril pour toute l'année 2023. Les minima sociaux doivent être indexés sur le Smic qui a augmenté de 6 % depuis un an. Nous rappelons également notre demande d'élargir le RSA aux jeunes majeurs dès 18 ans, la majorité sociale n'ayant pas à être différente de la majorité légale.
- **La relance de l'offre de logements abordables** alors que l'on assiste à une forte baisse de la production, à une augmentation des expulsions locatives et que 6 000 personnes appellent chaque soir le 115 sans se voir proposer de solutions. Il est aujourd'hui devenu urgent de proposer des réponses adaptées à toutes les personnes sans domicile et de se doter d'objectifs et de moyens financiers ambitieux pour relancer la production de logements sociaux.
- **Le retrait des sanctions automatiques et déshumanisées des allocataires du RSA** dans le projet de loi Plein emploi, au profit de réels moyens d'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi.
- La mise en œuvre rapide de la **régularisation par le travail des étrangers** et la garantie de l'accès à l'aide médicale.
- La création de **200 000 emplois aidés** et la sécurisation des actions des acteurs de l'insertion par l'activité économique en assurant leur financement sur le long terme.
- La **pérennisation et l'amplification du fonds alimentaire durable** pour rendre accessible une alimentation saine à tous.
- Le triplement du chèque énergie et des aides accrues pour la rénovation des logements et l'accès à une mobilité durable avec un reste à charge nul pour les ménages les plus modestes.

Enfin, des mesures structurelles sont attendues pour **l'égalité dans l'éducation et la santé** qui sont des leviers essentiels de lutte contre la pauvreté. Les violences urbaines dont la France a été témoin ces dernières semaines en appellent à des mesures rapides en matière éducative pour les adolescents.

Nous espérons que vos nouvelles attributions permettront de répondre immédiatement à l'urgence sociale et de porter des mesures structurelles dans **un « Pacte des solidarités » doté d'au moins 10 milliards d'euros pour éradiquer la grande pauvreté** selon l'engagement du président de la République de septembre 2018.

Nous vous prions de croire, Madame la ministre, en l'expression de notre haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Noam LEANDRI'. The signature is stylized with a large loop and a horizontal stroke extending to the right.

Noam LEANDRI  
Président du Collectif ALERTE